

CAI  
EA81  
-Z070**CIDA'S ACTION PLAN ON CHILD PROTECTION****IN BRIEF**

Canada

**Children and poverty****Children who need special protection measures****CIDA's social development priorities****The rights-based approach****Implementing the new direction****A significant step forward**

Despite ever-increasing wealth and technological advances in many parts of the world, poverty remains a major challenge for millions of children—defined by the United Nations as all girls and boys under 18 years old. According to recent studies by the United Nations, 40 percent of all children in the least developed countries are struggling to survive on less than US\$1 per day.

Children not only represent a disproportionately large number of the poor, they are adversely affected by poverty at a critical stage in their development. Poverty results in children being denied their fundamental human rights. For example, 130 million children worldwide do not go to school. Thousands of children die every day from largely preventable diseases and poor nutrition, and millions of girls and boys don't have clean water, sanitation, health services, and good nutrition.

Poverty-reduction measures—such as investing in health, nutrition, and education—are critical to all children's well-being. However, many of the traditional interventions in these areas have neglected certain groups of children. Child labourers, children affected by armed conflict, and other groups of marginalized children often experience further violations of their rights through exploitation, abuse, and discrimination. As a result, they need specific interventions or "special protection measures" to support their development and to ensure their rights are fulfilled.

CIDA defines children in need of special protection as child labourers, children affected by armed conflict, sexually exploited children, children in conflict with the law or in institutional care, street-involved children, children with disabilities, and children facing discrimination because of their ethnic or religious identity. In all of these situations, girls and boys may experience exploitation, abuse, and discrimination differently, so solutions will be adapted to each context.

In September 2000, Maria Minna, Canada's Minister for International Cooperation, launched *CIDA's Social Development Priorities: A Framework for Action*. The framework refocuses the Canadian International Development Agency (CIDA) on its poverty-reduction mandate by increasing investments over five years in health and nutrition, basic education, HIV/AIDS, and child protection, with gender equality as an integral part of all these priorities.

The international community has learned many lessons through its work with children, including the need to view girls and boys as active participants in their own development rather than as passive beneficiaries of assistance. These lessons led CIDA to adopt a rights-based approach for *CIDA's Action Plan on Child Protection*.

The rights-based approach uses the *Convention on the Rights of the Child* as its framework for promoting the realization of all children's rights. The approach recognizes the right of girls and boys to participate in decisions that affect their lives, as well as the importance of building on children's coping strategies. CIDA and its partners will try to look at the deeper causes of violations of children's rights and develop lasting solutions.

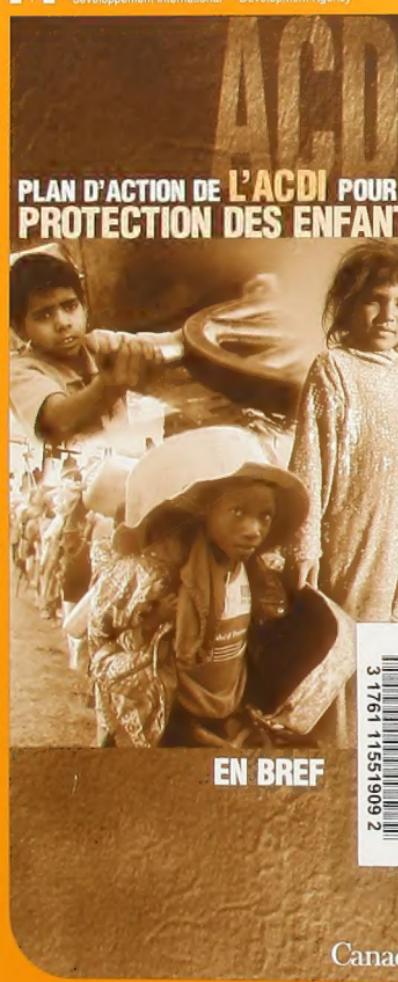
*CIDA's Action Plan on Child Protection* has a total budget of \$122 million over five years (2000-2005), including a \$2-million research fund on child protection. The action plan commiss the Agency to adopting a strategic focus on child labour and children affected by armed conflict, and to exploring new opportunities in other areas of child protection, in collaboration with its partners. CIDA's work in child protection will be guided by a specific set of criteria, including innovation, multidimensional analysis, child participation, empowerment, policy dialogue, partnership, and learning.

*CIDA's Action Plan on Child Protection* is a significant step forward in CIDA's efforts to promote the rights of children who need special protection measures. In five years, CIDA hopes to have achieved the following:

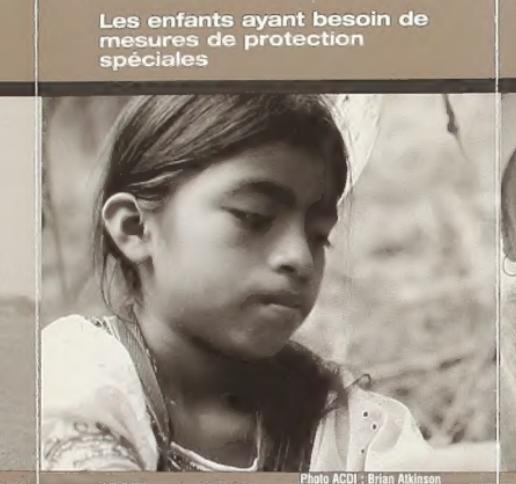
- more interventions grounded in research;
- increased consensus on policy for important child-protection issues;
- innovative programming that responds holistically to children in need of special protection measures; and
- greater participation of children in the programs meant to assist them, and children's increased involvement in developing policy that affects them.

It is only through working together with our partners, including children themselves, that CIDA will help to improve the lives of girls and boys.

**CHILD PROTECTION**



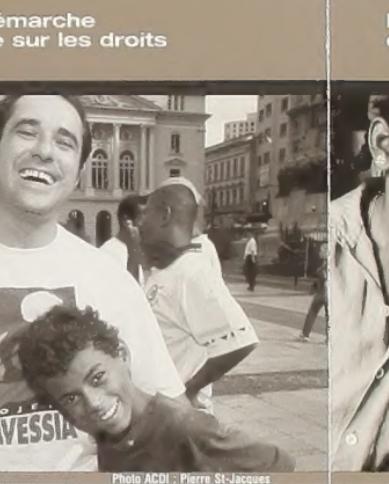
Les enfants et la pauvreté



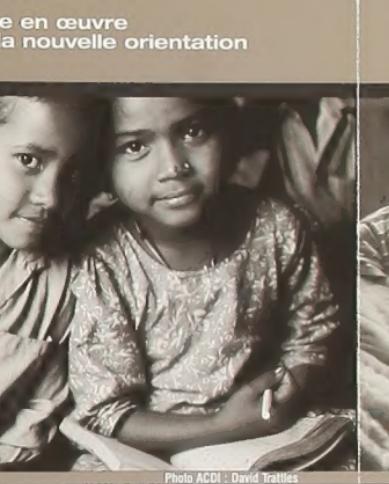
Les enfants ayant besoin de mesures de protection spéciales



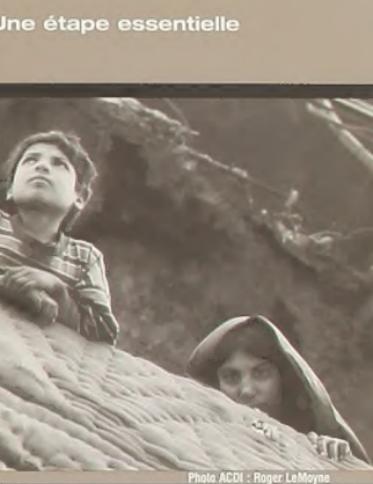
Les priorités de développement social de l'ACDI



Une démarche fondée sur les droits



Mise en œuvre de la nouvelle orientation



Une étape essentielle

**S**i plusieurs régions du monde connaissent une période de prospérité et de progrès techniques sans précédent, la pauvreté représente néanmoins une énorme difficulté pour des millions d'enfants. Selon des études récentes des Nations Unies, 40 % de tous les enfants des pays les moins développés tentent de subsister avec moins de 1 dollar américain par jour.

Les enfants sont non seulement représentés de façon disproportionnée parmi les pauvres, mais encore subissent-ils les effets pervers de la pauvreté à un âge crucial de leur développement. De plus, la pauvreté ouvre tout grand la porte à la violation des droits fondamentaux des enfants. On constate, par exemple, que 130 millions d'enfants dans le monde ne fréquentent pas l'école. Par ailleurs, des millions d'enfants sont emportés chaque jour par des maladies pourtant évitables et par la malnutrition, tandis que d'autres, qui se comptent par millions, sont privés d'eau potable, de conditions d'hygiène adéquates, de services de santé et d'une saine alimentation.

**L**es mesures de réduction de la pauvreté, comme les investissements dans la santé, la nutrition et l'éducation, se révèlent cruciales pour le bien-être de tous les enfants. Dans bien des cas toutefois, les interventions classiques dans ces domaines ont laissé de côté certains groupes d'enfants. Les enfants au travail, les enfants touchés par la guerre et d'autres groupes d'enfants marginalisés voient parfois leurs droits fondamentaux bafoués par l'exploitation, les mauvais traitements et la discrimination dont ils sont l'objet. Il faut donc concevoir des interventions particulières, ou « mesures spéciales », capables de soutenir leur développement et de garantir le respect de leurs droits.

Pour l'ACDI, rentrent dans la catégorie des enfants ayant besoin de mesures de protection spéciales les enfants qui travaillent, ceux qui sont touchés par la guerre, qui sont exploités sur le plan sexuel, qui contreviennent à la loi, qui sont à la charge de l'État, qui travaillent ou vivent dans la rue, comme les enfants handicapés et les enfants qui sont victimes de discrimination en raison de leur apparence ethnique ou religieuse. Dans toutes ces situations, les filles peuvent faire l'objet d'une forme d'exploitation, de mauvais traitements ou de discrimination différente de celle des garçons, c'est pourquoi des décisions seront prises selon le contexte.

**M**aria Minna, ministre de la Coopération internationale du Canada, lançait, en septembre 2000, les *Priorités de développement social de l'ACDI : Un cadre d'action*. Ce document recentrait le mandat de réduction de la pauvreté de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en préconisant des investissements accrus, au cours des cinq prochaines années, dans les secteurs de la santé et la nutrition, l'éducation de base, la lutte contre le VIH/sida et la protection des enfants, et en accordant un rôle essentiel à l'égalité entre les sexes dans chacun de ces champs prioritaires.

Les enfants constituent un élément central des priorités de développement social de l'ACDI. Le *Plan d'action de l'ACDI pour la protection des enfants* porte exclusivement sur les enfants, et en particulier sur les filles et les garçons les plus marginalisés qui, souvent, sont victimes d'exploitation, de mauvais traitements ou de discrimination et ont besoin de mesures spéciales pour assurer leur développement.

**L**a communauté internationale a tiré bien des enseignements de son travail avec les enfants. On a, par exemple, pris conscience de la nécessité de considérer les filles et les garçons comme des participants actifs de leur propre développement plutôt que comme les bénéficiaires passifs de l'aide. C'est ce qui a incité l'Agence à adopter une démarche fondée sur les droits dans son plan d'action pour la protection des enfants et à utiliser la *Convention relative aux droits de l'enfant* comme cadre de référence.

Cette démarche reconnaît le droit des filles et des garçons à participer aux décisions qui les concernent, ainsi que l'importance de tirer profit des stratégies d'adaptation de ces enfants. Elle donne aussi une place centrale à l'analyse multidimensionnelle des causes structurelles expliquant la violation des droits de l'enfant et préconise une réaction holistique pour y remédier.

**L**e *Plan d'action de l'ACDI pour la protection des enfants* est doté d'un budget total de 122 millions de dollars répartis sur cinq ans (2000-2005), ce qui comprend un fonds de recherche de 2 millions sur la protection des enfants. Conformément à ce plan d'action, l'Agence doit axer son orientation stratégique sur les enfants qui travaillent et ceux qui sont touchés par un conflit armé et explorer, de concert avec ses partenaires, de nouvelles avenues menant aux autres aspects de la protection des enfants. Le travail de l'ACDI en ce domaine se fondera sur un ensemble de critères, parmi lesquels figurent l'innovation, l'analyse multidimensionnelle, la participation de l'enfant, la responsabilisation, le dialogue sur les politiques, le partenariat et l'apprentissage.

**L**e *Plan d'action de l'ACDI pour la protection des enfants* marque pour l'Agence une étape essentielle dans la promotion des droits des enfants ayant besoin de mesures de protection spéciales. Au cours des cinq prochaines années, l'ACDI entend parvenir aux résultats suivants :

- multiplier les interventions étayées par des recherches;
- améliorer la concertation sur les politiques concernant les questions importantes en matière de protection des enfants;
- mettre au point des programmes novateurs qui répondent de façon holistique aux besoins des enfants ayant besoin de mesures de protection spéciales;
- intensifier la participation des enfants aux programmes destinés à les aider et à l'élaboration de politiques qui les concernent.

Ce n'est qu'avec la collaboration de ses partenaires et des enfants concernés eux-mêmes que l'ACDI parviendra à améliorer le sort de ces filles et de ces garçons.

PROTECTION DES ENFANTS